

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31201]

21 MARS 2013. — Ordonnance portant assentiment à : l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen, fait à Luxembourg le 9 juin 2006 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—
Note

(1) *Documents du Parlement* :
Session ordinaire 2012/2013.

A-347/1 Projet d'ordonnance.

A-347/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 8 mars 2013.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31201]

21 MAART 2013. — Ordonnantie houdende instemming met : de Multilaterale Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, de Republiek Albanië, Bosnië en Herzegovina, de Republiek Bulgarije, de Republiek Kroatië, de Republiek IJsland, de Republiek Montenegro, de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Servië, Roemenië, en de Missie van de Verenigde Naties voor interimbestuur in Kosovo (UNMIK) betreffende de totstandbrenging van een Europese Gemeenschappelijke Luchtvaartruimte, gedaan te Luxemburg op 9 juni 2006 (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Multilaterale Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, de Republiek Albanië, Bosnië en Herzegovina, de Republiek Bulgarije, de Republiek Kroatië, de Republiek IJsland, de Republiek Montenegro, de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Servië, Roemenië en de Missie van de Verenigde Naties voor interimbestuur in Kosovo (UNMIK) betreffende de totstandbrenging van een Europese Gemeenschappelijke Luchtvaartruimte, gedaan te Luxemburg op 9 juni 2006, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 maart 2013.

De Minister-Président van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling,

Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—
Nota

(1) *Documenten van het Parlement* :
Gewone zitting 2012/2013.

A-347/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-347/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 8 maart 2013.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31197]

28 MARS 2013. — Ordonnance concernant le cadre relatif au déploiement des systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31197]

28 MAART 2013. — Ordonnantie betreffende het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. La présente ordonnance transpose la Directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport.

Art. 3. La présente ordonnance établit un cadre visant à soutenir le déploiement et l'utilisation coordonnés et cohérents de systèmes de transport intelligents (STI) sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et fixe les conditions générales nécessaires à cette fin.

La présente ordonnance s'applique aux services et applications STI dans le domaine du transport routier et à leurs interfaces avec d'autres modes de transport.

Art. 4. Aux fins de la présente ordonnance, on entend par :

1. « systèmes de transport intelligents » ou « STI » : les systèmes dans lesquels des technologies de l'information et de la communication sont appliquées, dans le domaine du transport routier, y compris les infrastructures, les véhicules et les usagers, et dans la gestion de la circulation et la gestion de la mobilité, ainsi que pour les interfaces avec d'autres modes de transport;

2. « interopérabilité » : la capacité des systèmes et des processus industriels qui les sous-tendent à échanger des données et à partager des informations et des connaissances;

3. « application STI » : un instrument opérationnel pour l'application des STI;

4. « service STI » : la mise en place d'une application STI dans un cadre organisationnel et opérationnel clairement défini en vue d'améliorer la sécurité de l'utilisateur, l'efficacité, le confort et/ou de faciliter ou de soutenir les opérations de transport et de voyage;

5. « usagers vulnérables de la route » : les usagers non motorisés comme les piétons et les cyclistes, ainsi que les motocyclistes et les personnes handicapées ou les personnes à mobilité et à orientation réduites;

6. « interface » : un mécanisme d'articulation mis en place entre les systèmes, qui leur permet de communiquer et d'interagir;

7. « compatibilité » : la capacité générale d'un dispositif ou d'un système à fonctionner avec un autre dispositif ou système sans modification;

8. « continuité des services » : la capacité à assurer dans toute l'Union européenne des services sans interruption sur les réseaux de transport;

9. « données routières » : les données relatives aux caractéristiques de l'infrastructure routière, y compris les panneaux de signalisation fixes ou leurs attributs réglementaires liés à la sécurité;

10. « données concernant la circulation » : les données historiques et en temps réel relatives aux caractéristiques de la circulation routière;

11. « données concernant les déplacements » : les données de base, telles que les horaires et tarifs des transports publics, nécessaires à la communication, avant et pendant le trajet, d'informations pour un déplacement multimodal afin de faciliter la planification, la réservation et l'adaptation du déplacement;

12. « spécifications » : une mesure contraignante assortie de dispositions contenant des exigences, des procédures ou toute autre règle pertinente.

Art. 5. Aux fins de la présente ordonnance, les éléments suivants constituent des domaines prioritaires pour l'élaboration et l'utilisation de spécifications :

1. l'utilisation optimale des données relatives à la route, à la circulation et aux déplacements;

2. la continuité des services STI de gestion de la circulation et du fret;

3. les applications de STI à la sécurité et à la sûreté routières;

4. le lien entre le véhicule et les infrastructures de transport.

Le champ d'application des domaines prioritaires est précisé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Deze ordonnantie voorziet in de omzetting van Richtlijn 2010/40/EU van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2010 betreffende het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen.

Art. 3. Deze ordonnantie vestigt een kader ter ondersteuning van het op gecoördineerde en coherente wijze invoeren en gebruiken van intelligente vervoerssystemen (ITS) en legt de hiervoor noodzakelijke algemene voorwaarden vast.

Deze ordonnantie is van toepassing op ITS-toepassingen en -diensten op gebied van het wegvervoer en de interfaces met andere vervoerswijzen.

Art. 4. In deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1. « intelligente vervoerssystemen », afgekort « ITS » (Intelligent Transport Systems) : systemen waarin informatie- en communicatietechnologie wordt toegepast, op het gebied van het wegvervoer, met inbegrip van infrastructuur, voertuigen en gebruikers, en in het verkeers- en mobiliteitsbeheer, alsook voor interfaces met andere vervoerswijzen;

2. « interoperabiliteit » : het vermogen van systemen en van de daaraan ten grondslag liggende bedrijfsprocessen om onderling, gegevens uit te wisselen en informatie en kennis te delen;

3. « ITS-toepassing » : operationeel instrument voor het toepassen van ITS;

4. « ITS-dienst » : het verschaffen van een ITS-toepassing door een duidelijk omlijnd organisatorisch en operationeel kader met als doel bij te dragen tot de veiligheid, de efficiëntie en het comfort van de gebruikers en/of vervoers- en reisdiensten te faciliteren of te ondersteunen;

5. « kwetsbare weggebruikers » : niet-gemotoriseerde weggebruikers zoals voetgangers en fietsers, alsmede motorrijders en personen met een handicap of met beperkte mobiliteit of oriëntatie;

6. « interface » : een installatie tussen systemen die de communicatiemiddelen verschaft waardoor die systemen met elkaar in verbinding kunnen stellen en met elkaar in wisselwerking kunnen treden;

7. « compatibiliteit » : het algemene vermogen van een apparaat of systeem om zonder veranderingen samen met een ander apparaat of systeem te werken;

8. « continuïteit van diensten » : het in de gehele Europese Unie kunnen bieden van naadloze dienstverlening op vervoersnetwerken;

9. « weggegevens » : gegevens over kenmerken van de weginfrastructuur, waaronder vaste verkeersborden of hun voorgeschreven veiligheidsattributen;

10. « verkeersgegevens » : historische en realtimegegevens over de kenmerken van het wegverkeer;

11. « reisgegevens » : elementaire gegevens zoals dienstregelingen van het openbaar vervoer en tarieven die nodig zijn om voor en tijdens de reis informatie over multimodaal reizen te kunnen verstrekken om het plannen, boeken en aanpassen van de reis gemakkelijker te maken;

12. « specificatie » : bindende maatregel houdende bepalingen betreffende eisen, procedures of eventuele andere relevante voorschriften.

Art. 5. Voor de toepassing van deze ordonnantie worden de volgende prioritaire gebieden voor het ontwikkelen en toepassen van specificaties vastgesteld :

1. optimaal gebruik van weg-, verkeers- en reisgegevens;

2. continuïteit van ITS-diensten voor verkeers- en vrachtbeheer;

3. ITS-toepassingen voor verkeersveiligheid en -beveiliging;

4. koppeling van het voertuig aan de vervoersinfrastructuur.

De toepassingsfeer van de prioritaire gebieden wordt nader bepaald door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Art. 6. Dans le cadre des domaines prioritaires, les éléments suivants constituent des actions prioritaires pour l'élaboration et l'utilisation de spécifications :

a) la mise à disposition, à l'ensemble de l'Union européenne, de services d'informations en temps réel sur les déplacements multimodaux;

b) la mise à disposition, à l'ensemble de l'Union européenne, de services d'informations en temps réel sur la circulation;

c) les données et procédures pour la fourniture, dans la mesure du possible, d'informations minimales universelles sur la circulation liées à la sécurité routière gratuites pour les usagers;

d) la mise à disposition harmonisée d'un service d'appel d'urgence (eCall) interopérable dans toute l'Union européenne;

e) la mise à disposition de services d'informations concernant les aires de stationnement sûres et sécurisées pour les camions et les véhicules commerciaux;

f) la mise à disposition de services de réservation concernant les aires de stationnement sûres et sécurisées pour les camions et les véhicules commerciaux.

Art. 7. L'adoption de spécifications et le déploiement des applications et services STI se fondent sur une évaluation des besoins, à laquelle sont associées les parties concernées, en conformité avec les principes selon lesquels ces mesures :

a) sont efficaces : elles apportent une contribution tangible à la résolution des principaux problèmes du transport routier dans l'Union européenne tels que la réduction des embouteillages et des émissions polluantes, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le renforcement de la sûreté et de la sécurité, y compris pour les usagers vulnérables de la route;

b) ont un rapport coût-efficacité satisfaisant : elles optimisent le rapport entre les coûts et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs;

c) sont proportionnées : elles établissent, le cas échéant, différents niveaux réalisables en termes de qualité et de déploiement des services, en tenant compte des particularités locales, régionales, nationales et européennes;

d) favorisent la continuité des services : elles assurent que les services sont fournis sans interruption dans l'ensemble de l'Union européenne, en particulier sur le réseau transeuropéen lorsque les services STI sont déployés. La continuité des services devrait être assurée à un niveau adapté aux caractéristiques des réseaux de transport reliant les pays entre eux et, le cas échéant, les régions entre elles et les villes avec les zones rurales;

e) réalisent l'interopérabilité : elles garantissent que les systèmes et les processus industriels qui les sous-tendent ont la capacité d'échanger des données et de partager des informations et connaissances afin de faire en sorte que les services STI soient fournis de manière efficace;

f) respectent la compatibilité ascendante : elles permettent d'assurer, le cas échéant, que les systèmes STI ont la capacité d'interagir avec les systèmes existants dont ils partagent la finalité, sans pour autant entraver le développement de nouvelles technologies;

g) respectent les particularités des infrastructures et des réseaux existants : elles tiennent compte des différences inhérentes aux caractéristiques des réseaux de transport, particulièrement en ce qui concerne le volume du trafic et les conditions météorologiques pour le réseau routier;

h) promeuvent l'égalité d'accès : elles n'opposent pas d'obstacles ou de discriminations en ce qui concerne l'accès des usagers vulnérables de la route aux applications et services STI;

i) favorisent la maturité : elles font la démonstration, après une évaluation des risques appropriée, de la solidité des STI innovants grâce à un niveau suffisant de développement technique et d'exploitation opérationnelle;

Art. 6. Binnen de prioritaire gebieden, zijn de volgende acties prioritair voor de ontwikkeling en de toepassing van specificaties :

a) verlening voor de gehele Europese Unie van multimodale realtimereisinformatiediensten;

b) verlening voor de gehele Europese Unie van realtimeverkeersinformatiediensten;

c) gegevens en procedures voor de verlening, waar mogelijk, van minimale universele verkeersinformatie in verband met de veiligheid op de weg die kosteloos is voor de gebruikers;

d) geharmoniseerde voorziening in de gehele Europese Unie van een interopereerbare eCall;

e) verlening van informatiediensten voor veilige en beveiligde parkeerplaatsen voor vrachtwagens en bedrijfsvoertuigen;

f) verlening van reservatiediensten voor veilige en beveiligde parkeerplaatsen voor vrachtwagens en bedrijfsvoertuigen.

Art. 7. Het vaststellen van specificaties en het selecteren en invoeren van ITS-toepassingen en diensten gebeurt op basis van een evaluatie van de behoeften, waarbij relevante belanghebbenden worden betrokken, en overeenkomstig de onderstaande beginselen. Deze maatregelen moeten :

a) effectief zijn : een tastbare bijdrage leveren aan het oplossen van de belangrijkste problemen in verband met het wegvervoer in de Europese Unie, zoals reduceren van congestie, verlagen van de uitstoot, verbeteren van de energie-efficiëntie, tot stand brengen van een grotere veiligheid en betere beveiliging, mede van kwetsbare weggebruikers;

b) kosteneffectief zijn : de verhouding tussen kosten en baten met betrekking tot het halen van doelstellingen optimaliseren;

c) proportioneel zijn : waar dat passend voorzien in verschillende niveaus van haalbare dienstverleningskwaliteit en invoering, met inachtneming van de plaatselijke, regionale, nationale en Europese specifieke kenmerken;

d) continuïteit van dienstverlening ondersteunen : naadloze dienstverlening in de hele Europese Unie, met name op het trans-Europese vervoersnetwerk, garanderen wanneer ITS-diensten worden ingevoerd. De continuïteit van dienstverlening moet worden gewaarborgd op een niveau dat is aangepast aan de kenmerken van de vervoersnetwerken waarin verschillende landen onderling, en in voorkomend geval regio's onderling, en steden met plattelandsgebieden verbonden zijn;

e) interoperabiliteit bieden : ervoor zorgen dat systemen en de daaraan ten grondslag liggende bedrijfsprocessen onderling gegevens kunnen uitwisselen en informatie en kennis kunnen delen, zodat een effectieve ITS-dienstverlening mogelijk is;

f) achterwaartse compatibiliteit ondersteunen : waar passend ervoor zorgen dat ITS-systemen kunnen werken met reeds bestaande systeem met eenzelfde opzet, zonder dat de ontwikkeling van nieuwe technologieën erdoor wordt belemmerd;

g) de kenmerken van de bestaande infrastructures en netwerken in acht nemen : rekening houden met de inherente verschillen in de kenmerken van de vervoersnetwerken, met name wat betreft de omvang van de verkeersvolumes en de weers- en wegingesteldheid;

h) gelijke toegang bevorderen : de toegang tot ITS-toepassingen en -diensten voor kwetsbare weggebruikers niet belemmeren, noch daarbij discrimineren;

i) maturiteit ondersteunen : na een adequate risicobeoordeling, de soliditeit van innoverende ITS-systemen aantonen door middel van een toereikend niveau van technische ontwikkeling en operationele exploitatie;

j) apportent la qualité de la datation et du positionnement : elles utilisent des infrastructures fondées sur les satellites ou toute autre technologie permettant d'atteindre des niveaux de précision suffisants aux fins des applications et des services STI qui requièrent des services de datation et de positionnement continus, précis et garantis dans le monde entier;

k) facilitent l'intermodalité : elles prennent en compte la coordination des différents modes de transport, le cas échéant, lors du déploiement des STI;

l) respectent la cohérence : elles tiennent compte de la réglementation, des politiques et des activités qui existent au niveau de l'Union européenne et qui sont pertinentes pour ce qui est des STI, particulièrement dans le domaine de la normalisation.

Art. 8. § 1^{er}. Nulle disposition de la présente ordonnance ne porte atteinte aux mécanismes de protection légaux et réglementaires en matière de la vie privée et du traitement de données à caractère personnel.

§ 2. En cas de contradiction lors de l'application simultanée des mécanismes de protection légaux et réglementaires visés au § 1^{er}, il est dans le cadre des STI toujours donné priorité aux dispositions légales qui en la matière offrent la protection juridique la plus large aux utilisateurs des STI.

§ 3. Le recours à des données anonymes, éventuellement des données codées, pour les applications STI est prévu par les fournisseurs de services STI et les développeurs de plateformes, d'architecture et d'interfaces.

§ 4. Les fournisseurs de services STI et les développeurs de plateformes, d'architecture et d'interfaces protègent les données à caractère personnel contre les abus, y compris contre l'accès illicite, la modification ou la perte.

§ 5. Le non-respect des mesures visées aux paragraphes 3 et 4 par les fournisseurs de services STI et par les développeurs est considéré comme une infraction aux articles 4, § 1^{er}, 1^o et 16, § 4 de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 9. Le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale prend les dispositions nécessaires pour assurer une mise en œuvre adéquate de la présente ordonnance et, le cas échéant, conclut un accord de coopération.

Art. 10. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—
Note

(1) *Documents du Parlement :*
Session ordinaire 2012/2013.

A-354/1 Projet d'ordonnance.

A-354/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 22 mars 2013.

j) kwaliteit van tijds- en positiebepaling bieden : gebruikmaken van satellietgestuurde infrastructuur of van een technologie die een voldoende mate van precisie garandeert voor het gebruik van ITS-toepassingen en -diensten die mondiale, continue, accurate en gegarandeerde tijds- en positiebepalingsdiensten vereisen;

k) intermodaliteit vergemakkelijken : bij de invoering van ITS rekening houden met de coördinatie van verschillende vervoerswijzen, waar dat passend is;

l) samenhang in acht nemen : rekening houden met de bestaande uniale regelmaatregelen en activiteiten die betrekking hebben op ITS, in het bijzonder wat normalisatie betreft.

Art. 8. § 1. Geen bepaling van deze ordonnantie doet afbreuk aan de wettelijke en reglementaire beschermingsmechanismen inzake de persoonlijke levenssfeer en de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. In geval van tegenstrijdigheid tussen de in § 1 bedoelde gelijktijdig toepasselijke wetgevende en reglementaire beschermingsmechanismen wordt in het kader van ITS steeds voorrang gegeven aan de wetsbepalingen die de ITS-gebruiker ter zake de ruimste rechtsbescherming bieden.

§ 3. Het gebruik van anonieme gegevens, eventueel gecodeerde gegevens, voor de ITS-toepassingen en -diensten wordt voorzien door de ITS-dienstenaanbieders en ontwikkelaars van platformen, architectuur en interfaces.

§ 4. ITS-dienstenaanbieders en ontwikkelaars van platformen, architectuur en interfaces beschermen persoonsgegevens tegen misbruik, met inbegrip van de onrechtmatige toegang, de wijziging of het verlies.

§ 5. Het niet naleven van de maatregelen vermeld in de paragrafen 3 en 4 door de ITS aanbieders en ontwikkelaars wordt beschouwd als een inbreuk op de artikelen 4, § 1, 1^o en 16, § 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 9. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering treft de nodige voorzieningen voor een passende tenuitvoerlegging van onderhavige ordonnantie en sluit in voorkomend geval een samenwerkingsakkoord.

Art. 10. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2013.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—
Nota

(1) *Documenten van het Parlement :*
Gewone zitting 2012/2013.

A-354/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-354/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 22 maart 2013.